



2024-523-A

**LE MAIRE DE MONTBRISON**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-21 et suivants,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles et plus particulièrement son article L311-7

**VU** la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**CONSIDERANT** que la Résidence Séniors des Comtes de Forez met en place un règlement de fonctionnement, conformément au Code de l'Action Sociale et des Familles (article L311-7) et à la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**QUE** ce règlement intérieur est destiné à l'ensemble des résidents, mais également à tous les acteurs de l'établissement (le personnel, les familles, les intervenants médicaux ou non, extérieurs...),

**QU'**il définit les règles d'organisation et de fonctionnement de l'établissement, tout en veillant au respect des droits et libertés de chacun,

**ARRETE**

**ART.1** - le règlement de fonctionnement de la résidence sénior des Comtes de Forez tel que joint aux présentes.

**ART.2** - Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la Ville de Montbrison à compter du *14 mai 2024*.

**ART.3** - Le présent arrêté sera recopié au registre des arrêtés et transmis à Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison.

**ART.4** - Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

A Montbrison, le 13/05/2024



**Christophe BAZILE**  
Maire de Montbrison  
Président de Loire Forez agglomération

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Lyon (Palais des Juridictions administratives, 184, rue Duguesclin, 69433 Lyon Cedex 03) et sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la commune Montbrison, Direction Générale, CS 50179, 42 605 MONTBRISON CEDEX étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.